

IX^{me} réunion de la Société suisse de statistique,

le 23 Septembre 1876, à Neuchâtel.

Discours d'ouverture et rapport de M. le conseiller C. Bodenheimer, président de la Société.

Très honorés et très chers collègues!

La Société de statistique est née de la Société d'utilité publique. Cette dernière s'occupe essentiellement de questions d'économie nationale, de moralité publique, d'éducation et de paupérisme. Pour les traiter à fond, elle a avant tout besoin de connaître l'état réel des choses, et cette connaissance, c'est à la statistique qu'elle la demande. Dès lors, rien d'étonnant que, dans le sein de la Société d'utilité publique, on ait dès l'origine favorisé la statistique et qu'on en ait fait beaucoup. On s'y livra tant et si bien qu'il se forma un noyau de statisticiens qui demandèrent à voler de leurs propres ailes, et qui réussirent à former une Société à part. Il y a de cela douze ans. Depuis cette époque, il s'est produit dans l'opinion publique en Suisse, un certain revirement à l'encontre des Sociétés et des réunions. A force d'être membre de plusieurs Sociétés, on ne parvient plus à remplir convenablement les engagements que l'on contracte ou est censé contracter en y entrant. Les réunions sont maigres, l'entrain disparaît, les travaux sérieux sont rares. Ce disant, ce n'est pas à la Société de statistique que j'entends faire spécialement allusion. Jusqu'ici, elle a vu sans cesse s'accroître le nombre de ses membres. Plusieurs d'entre eux travaillent beaucoup et avec succès, moins dans les réunions, parce que leurs travaux se prêtent généralement mal à l'exposition orale, que dans le silence du cabinet où ils compulsent péniblement des grimoires parfois illisibles pour en extraire de longues rangées de chiffres bien alignés, dont ils tirent enfin, et c'est là le grand art de la statistique, les conclusions, c'est à dire les données positives et les formules qui nous livrent la clef des événements sociaux, moraux, économiques ou des phénomènes naturels auxquels le statisticien applique sa science et son art. Ce sont de patients labeurs que ceux de la statistique, surtout quand on n'a pas à sa disposition un personnel de bureau que l'on charge de la besogne mécanique et des opérations de pure arithmétique.

Le *Journal de statistique suisse* publie ou enregistre ces travaux et il suffit de jeter un coup d'œil sur le répertoire de l'organe de notre société pour constater qu'elle a bien sa raison d'être comme Société distincte poursuivant son but spécial, qui est tout à la fois le développement de la statistique comme science et celui de la connaissance plus intime de notre pays et des lois morales et naturelles qui le régissent. Aussi il ne saurait être de longtemps question de revenir à l'état de choses antérieur, d'enlever à la statistique son existence particulière et autonome

pour n'en faire, comme anciennement, qu'une section ou qu'une annexe de l'utilité publique. Par contre, la question a été soulevée, et elle mérite toute notre attention, de savoir s'il n'y aurait pas lieu de siéger, comme autrefois, au même lieu et en même temps que la Société d'utilité publique. Les personnes qui sont membres des deux Sociétés y trouveraient une économie de temps, les réunions générales des deux Sociétés s'en ressentiraient en bien, et la patrie suisse aurait une fête annuelle de moins. Nous conserverions notre constitution à nous, ainsi que notre journal, et nous continuerions les mêmes travaux que du passé; nous ne renoncerions qu'au plaisir de nous réunir en séance annuelle particulière, et nous fusionnerions notre assemblée générale avec celle de la Société d'utilité publique. Je ne prends pas l'initiative d'une proposition formelle, bien que je sache que cette idée a des partisans parmi vous. Toutefois, je vous prie de l'examiner et de voir s'il n'y a pas lieu de lui donner suite.

Messieurs! C'est la première fois que la Société suisse de statistique se réunit dans une ville de la Suisse romande. Je vous remercie, chers collègues de Neuchâtel, d'avoir bien voulu nous offrir l'hospitalité de votre canton et de votre cité. Ce n'est pas seulement à cause de votre beau lac, de votre bon vin et de votre fidèle amitié que nous sommes venus avec plaisir, mais aussi parce que de tout temps il y a eu chez vous de zélés statisticiens, parce que chez vous on aime la science, parce que, si chez vous le patriotisme tend à la science une main fraternelle, on y voit, d'un autre côté, la science se mettre au service de l'industrie, de cette industrie surtout, dont le berceau est chez vous, mais que vous n'avez pas gardée pour vous tout seuls et que vous avez fait rayonner dans les cantons environnants.

Cette industrie est aujourd'hui cruellement frappée et gravement menacée dans son avenir. La statistique lui offrirait volontiers son faible concours de lumières pour l'aider dans la lutte, si elle ne craignait pas de voir ses offres repoussées. Elle n'en vient pas moins, par mon modeste organe, lui dire que si jamais on l'appelait elle accourrait de grand cœur se mettre au service de votre industrie nationale qui représente une part si grande de la Patrie suisse. Car, en effet, ce qui fait la patrie ce ne sont pas seulement les montagnes, les vallées, les lacs et les plaines, les cantons, les villes, les villages et les métairies; ce ne sont pas uniquement les institutions politiques, nos trois langues nationales, nos usages, nos croyances et nos opinions, mais c'est aussi notre vie économique,

nos travaux, soit agricoles, soit industriels, notre lutte, parfois si ardue, pour l'existence matérielle, laquelle, loin d'amoinrir le sentiment patriotique semble, au contraire, le rendre plus vif à raison même des difficultés qu'il faut surmonter.

En vous remerciant de l'avoir accueillie, la statistique se berce aussi d'un espoir qu'elle ne tient pas secret. Elle espère faire de la propagande. Jusqu'ici, dans la Suisse romande, on n'a pas été très enthousiaste de la statistique fédérale, soit officielle, soit privée. Je ne sais à quelle cause cela tient, si c'est au „français fédéral“ des formulaires ou à l'horreur des chiffres. J'aurais peine à croire à ce dernier motif, car la tournure d'esprit française, dont la Suisse romande se glorifie et qu'il y a plutôt lieu de lui envier que de lui imputer à mal, dispose favorablement à toute science caractérisée par des exposés nets, précis, concis, telle que les présente la statistique, soit qu'elle parle en chiffres dépourvus d'artifice, soit qu'elle les groupe et qu'elle en tire la quintessence. Ce n'est pas non plus le pays voisin, la France, qui donne le mauvais exemple, car on y fait beaucoup et de fort bonne statistique, et telle enquête sur d'importantes questions économiques fait grand honneur au gouvernement qui l'a ordonnée et aux divers organes qui l'ont menée à bonne fin. Donc si dans la Suisse romande on ne s'est pas adonné avec prédilection à la pratique de cet instrument de vérité, qu'on appelle la statistique, ce ne peut être que faute de la connaître suffisamment et parce que l'on en a la peur instinctive que l'inconnu inspire volontiers. Nous espérons que la réunion de ce jour dissipera des craintes de cette espèce, et cela d'autant plus facilement qu'il n'y a pas un seul travail en allemand annoncé pour la réunion de ce jour. Aussi nous comptons faire non-seulement dans le canton de Neuchâtel et dans celui de Genève, qui a avec lui le plus d'affinité, mais surtout dans celui de Vaud et dans celui de Fribourg, sans excepter le Valais, de nombreuses recrues. La visite que nous faisons subir à nos recrues n'est pas bien sévère. Nous ne demandons qu'une chose que tous les citoyens suisses possèdent, dans la Suisse romande comme dans la Suisse allemande, l'amour de la patrie, non pas l'amour chauviniste qui se contente d'aimer la patrie par instinct comme le chien aime son maître ou comme le chat aime le foyer de la maison, mais l'amour charitable et résistant, le véritable amour qui ne craint pas de découvrir les ombres aussi bien que les lumières, d'analyser les côtés faibles et les côtés forts, et d'échanger un prisme trompeur et fantasmagorique contre le fidèle miroir de la statistique pour voir de plus près cette patrie à laquelle il s'est voué. Nous comptons parmi vous des membres actifs qui font le plus grand honneur à la société, le nombre seul faisant défaut: par votre exemple vous forcerez la Suisse romande à combler cette lacune.

Je me sentais pressé de vous dire ces choses. Veuillez me pardonner si cet exorde a été trop long et me permettre de passer à l'objet pour lequel j'ai la parole, c'est à dire un compte-rendu sommaire de l'état de notre société.

D'après les statuts l'assemblée générale de notre société devrait avoir lieu toutes les années. Pour divers motifs, indépendants, les uns de la volonté de la section de Neuchâtel, les autres du comité de direction, la réunion n'a pu avoir lieu ni en 1875 ni au printemps de l'année courante.

En Août 1874 notre Société comptait 503 membres. Aujourd'hui elle en a 470 qui se repartissent entre 23 cantons et demi-cantons.

Parmi les hommes marquants que la mort nous a enlevés depuis la réunion de Zurich en 1874 nous devons citer le professeur Rüttimann, à Zurich.

Des sections cantonales sont constituées à Zurich, Berne, Bâle-ville, Appenzell Rh.-Int., Grisons, Thurgovie, Neuchâtel et Genève. Les plus actives sont celles de Zurich et celle de Bâle-ville; cette dernière coopère avec beaucoup de succès à la statistique officielle. D'autres paraissent dormir du sommeil du juste. Nous publierons dans le *Journal de statistique* un court aperçu des travaux des sections. Il serait à désirer que les sections le fissent d'elles mêmes en envoyant au *Journal de statistique* régulièrement après chaque séance un court procès-verbal. La société des médecins suisses pratique ce système avec avantage. Ces procès-verbaux de sections, rendus publics, excitent l'émulation et contribuent puissamment à augmenter la vitalité de la société.

Le Comité de Direction avait été composé à l'assemblée générale de Zurich de 3 membres résidant à Berne où est le siège de la Société et de 4 membres qui séjournent ailleurs. Dans l'intervalle, un des membres de Berne, M. le docteur Fetscherin, trésorier de notre Société, ayant accepté les fonctions de directeur de l'hospice de St.-Urbain, le noyau qui réside à Berne et qui traite les affaires courantes de peu d'importance a été réduit à deux membres. Le Comité entier a eu deux séances, pour traiter les affaires administratives de la Société, telles que la constitution de ce comité, la nomination du rédacteur du *Journal*, les comptes, l'emploi des exemplaires restants de la statistique des bibliothèques, les frais de l'impression du *Journal* et d'autres objets courants.

En ce qui concerne la statistique proprement dite, votre Comité a eu à s'occuper de celle du *paupérisme*. On se rappelle que ce travail a été entrepris en commun par l'administration fédérale et par notre Société. Cette dernière, ayant, après de nombreuses délibérations dans le sein du Comité, élaboré un formulaire de questions pour l'assistance officielle et l'assistance libre, s'adressa

au Conseil fédéral pour qu'il voulût bien transmettre ce formulaire aux autorités cantonales préposées à l'assistance en les invitant à répondre aux questions qui leur étaient transmises. A la même époque et par une coïncidence fort heureuse pour les finances de notre Société, le gouvernement de la Grande-Bretagne, qui fait une grande enquête sur le paupérisme, demandait au Conseil fédéral des renseignements que celui-ci ne pouvait pas refuser, mais qu'il n'était capable de donner qu'après qu'une statistique du paupérisme en Suisse aurait été faite. Cette circonstance fut décisive et l'administration fédérale transmit nos formulaires aux cantons. A la réunion de Zurich, j'ai eu, Messieurs et chers collègues, l'honneur de vous faire part de l'état où se trouvait alors la question. Les matériaux arrivaient, mais de petit à petit, lentement, et ceux qui les fournissaient maugréaient.

Il y en eût même qui regimbèrent, et si je suis bien informé le Conseil fédéral dut, vis-à-vis d'un canton de la Suisse romande, qui n'est pas celui de Neuchâtel, je me hâte de le dire, faire entendre sa plus grosse voix et le menacer des foudres légales. Depuis lors les matériaux ont été, sauf meilleure information, fournis au complet et le rédacteur de cette statistique, M. Niederer, autrefois greffier du Tribunal d'appel de Trogen, et aujourd'hui rédacteur de la *Nouvelle Gazette de Zurich*, a dû achever son manuscrit. Vous serez étonné que je n'aie pas d'informations exactes. Cela tient à ce que toute cette affaire est sortie de nos mains pour passer dans celles de l'administration fédérale. Nous étant convaincus que les frais de cette statistique pour la rédaction, la traduction et l'impression s'élèveraient, sans compter les frais que nous avons déjà eus, à 15,000 frs. au moins, nous avons, par pétition au Conseil fédéral, demandé que la Confédération prît 12,000 frs. à sa charge. Le crédit nécessaire a failli être refusé par l'Assemblée fédérale, qui a cependant fini par l'accorder mais à la condition que le travail soit revu par des experts. La presse nous a appris que ces experts avaient été nommés. Nous ne savons si leur besogne est achevée, n'ayant reçu aucune communication officielle. — Nous serons renseignés par une communication dans le *Journal*, qu'a bien voulu s'engager à faire le secrétaire de notre Société, M. Kummer, qui est directeur du bureau fédéral de statistique.

Un autre objet qui a occupé le Comité a été une pétition adressée à l'Assemblée fédérale au sujet de la *statistique du mouvement de la population* et tout spécialement de la *statistique de la mortalité*, à l'occasion de la discussion de la loi sur l'état civil.

Je n'analyserai pas cette pièce qui se trouve *in extenso* à la page 60 de l'année 1875 du *Journal*.

Un troisième objet a été la *statistique du commerce*. Si vous voulez bien vous reporter au compte-rendu de la

réunion générale de Zurich, vous vous rappellerez qu'il avait été décidé de demander au Département fédéral des péages qu'il voulût bien prêter la main à une statistique du commerce suisse. En outre, on demandait au Comité de la Société suisse du commerce et de l'industrie de préparer le programme de cette statistique, mais en le restreignant aux choses essentielles, d'employer toute son influence pour faire comprendre aux maisons suisses d'exportation la valeur de cette statistique pour les y rallier et pour les convaincre de toute l'importance de déclarations sincères et réelles, et enfin de soumettre à une future réunion de notre Société le programme d'une statistique de l'industrie. Nous avons fait les démarches nécessaires pour l'exécution de ces décisions et, dès le 21 septembre 1874, le Comité de la Société suisse du commerce et de l'industrie, dont le secrétaire, M. le Dr. Wartmann, est aussi actif que compétent, nous répondait que l'on s'y était mis avec le plus grand zèle, que l'on était entré en rapport avec la Direction des péages, mais que les limites tracées à la réunion de notre Société à Zurich étaient trop étroites et que l'on désirait donner une base plus étendue à la statistique commerciale. Depuis lors, la question a été aussi reprise aux Chambres fédérales par un de nos sociétaires qui est en même temps un industriel expérimenté, M. Jenny, membre du Conseil des Etats pour le canton de Glaris. La motion présentée par lui qu'il soit fait une statistique du commerce de la Suisse, a été prise en considération. Mais, d'un autre côté, il paraît s'élever des difficultés presque insurmontables. D'une part, l'administration des péages prévoit des frais énormes s'élevant à quelques centaines de milliers de francs par an; de l'autre, une partie du commerce est foncièrement hostile à cette statistique. On craint de travailler pour la concurrence en lui faisant connaître les débouchés. On craint peut-être aussi de faire connaître la valeur réelle de certains produits livrés à l'exportation. Ce n'est pas le cas de dire qu'on redoute l'inconnu. Au contraire, on s'y complait et on désire y rester. Nous ne savons pas si ce système est le bon. Aujourd'hui où toute une révolution économique s'opère, où nous assistons à ce spectacle effrayant d'une crise générale qui s'étend d'un bout à l'autre du monde commercial, à la Chine, au Japon, à l'Inde, comme à l'Amérique et à l'Europe, où nous cherchons l'explication de certains phénomènes comme celui de la baisse générale sur tous les articles en gros et en même temps du maintien des prix excessifs du détail, aujourd'hui où toutes nos industries nationales sont menacées, celle des fromages comme celle des produits textiles, la grosse mécanique comme l'horlogerie, ne conviendrait-il pas de faire notre bilan général, de voir si nous avons, comme pays et comme producteurs isolés, suivi une doctrine économique saine et profitable, si notre

législation est défectueuse ou complète, rationnelle ou fausse, si les rapports internationaux sont à notre avantage ou à notre désavantage, si nos procédés de fabrication ne doivent pas être modifiés, si, en un mot, nous avançons ou nous reculons? Mais nous ne pourrions nous rendre un compte exact que si nous savons au juste ce que nous produisons, combien nous produisons et si nos produits ont des débouchés convenables, et ces choses là, c'est la statistique et la statistique seule qui peut nous le dire. Il ne sert plus à rien de vouloir dissimuler. L'horlogerie l'apprend aujourd'hui cruellement à ses dépens.

Mais je m'aperçois que je me laisse entraîner à des considérations qui dépassent le cadre qui m'est tracé et je reviens aux affaires de notre Société.

A la fin de 1874, M. le D^r Gysi, qui avait déjà déposé ses fonctions de secrétaire, résigna également à celles de rédacteur de notre *Journal*, parcequ'il désire vouer tous les loisirs que lui laissent ses fonctions de secrétaire de la Chancellerie fédérale, à la rédaction d'un grand ouvrage historique. Nous l'avons remplacé par M. A. Chatelanat, chef du bureau de statistique du canton de Berne. Sous le nouveau rédacteur le *Journal* a continué à prospérer. Toutefois nous exprimons ici le vœu que l'on en élimine soigneusement tout ce qui ne touche pas de très-près à la statistique et à l'économie politique. Il vaut mieux, si l'on veut être lu, dire peu et bien que briller par la quantité. La tâche du rédacteur n'est certes pas facile. Les ressources de notre Société sont trop restreintes pour qu'il soit possible d'offrir des honoraires aux collaborateurs et l'on doit se contenter, bien à contre-cœur, de leur offrir un „tirage“ à part, en un nombre restreint d'exemplaires, de leurs travaux.

En ce qui concerne les finances de la Société, vous entendrez tout-à-l'heure, Messieurs et chers collègues, le rapport de MM. les vérificateurs des comptes. En 1875 les recettes se sont élevées à 7557 frs. 60 cts. Nous avons reçu les subsides suivantes: De la Confédération 1000 frs., du canton de Zurich 200 frs., Berne 300 frs., Bâle-ville 200 frs., Bâle-campagne 50 frs., Argovie 100 frs. En outre quelques gouvernements cantonaux prennent des abonnements à notre *Journal*. Nous remercions les autorités qui soutiennent notre œuvre au moyen des subsides et nous espérons que d'autres voudront bien suivre cet exemple, car par la nature de nos travaux nous sommes au service de la chose publique. Le chapitre des dépenses accuse un total de 6307 frs. 73 cts. dont 6071 frs. 35 cts. ont été absorbées par les frais du *Journal*, lequel compte, outre les sociétaires 134 abonnés. En somme les comptes bouclent par un solde actif de 1249 frs. 37 cts.

Au 31 Décembre 1874 le solde actif était de 1650 frs. 31 cts. Il y a donc eu une diminution de fortune de

400 frs. 44 cts. Cela prouve que nous n'avons pas tort de prêcher l'économie. Il faut évidemment que le *Journal* de la Société se restreigne sans quoi nous serons condamnés à ne plus entreprendre de longtemps un grand travail, puisqu'en 1875, sans dépenses spéciales, nous avons reculé de 400 frs. D'ailleurs il ne faut pas oublier que nous devons ou sommes sur le point de devoir de 3 à 4 mille francs pour notre part des frais de la statistique du paupérisme.

Le Congrès international de statistique s'est réuni cette année à Buda-Pest. Précédemment l'autorité fédérale prenait, pour le choix des délégués suisses, l'avis de notre Société. Cette fois, elle a cru, sans doute pour des raisons de haute politique qui échappent à notre appréciation, devoir s'en dispenser, et ne nous faire aucune communication. Au premier abord cela a paru très-singulier à celui qui a l'honneur de porter en ce moment la parole devant vous. Lui-même avait été délégué au dernier Congrès, il n'y avait pas eu lieu d'être mécontent de la manière dont il s'était acquitté de son mandat et dès-lors il eût été d'autant plus naturel de prendre l'avis du Comité qu'il préside que lui-même n'aspirait pas à l'honneur d'être de nouveau délégué. Néanmoins il a oublié la singularité du procédé pour applaudir au choix fait, en apprenant par la presse qu'il s'était porté sur deux membres de notre Comité, sur M. le directeur Kummer et sur l'un de nos sociétaires les plus distingués, M. le prof. Kinkelin dont les travaux statistiques sur l'instruction publique en Suisse, entrepris par ordre de l'autorité fédérale, ont obtenu un si légitime succès aux expositions de Vienne et de Philadelphie. Le rédacteur de notre *Journal*, M. Chatelanat, ayant obtenu un subside du gouvernement de Berne, s'est également rendu au Congrès, ainsi que M. Samuely, professeur de droit à l'Université de Berne. Nous espérons que l'un ou l'autre de ces Messieurs voudra bien à la réunion de ce jour nous présenter un petit rapport sur les travaux du Congrès de Pesth.

Je ne serais pas complet si je n'adressais ici des remerciements publics aux collaborateurs savants et dévoués de l'organe de notre Société. Il serait trop long d'énumérer leurs travaux, mais passer entièrement sous silence les noms de MM. Dunant, D^r Guillaume, D^r Gysi, Kurz, D^r Schuler, Stüssi, D^r Vogt, D^r Wartmann et D^r Ziegler serait faillir aux devoirs d'un rapporteur fidèle. Pour clore l'exposé de ce qui intéresse notre Société, je dois également mentionner les grands travaux de la statistique officielle. Je citerai entre autres comme ayant paru depuis notre dernière réunion la statistique des caisses d'épargne par M. Spyri, les travaux du Bureau de statistique sur le commerce de la Suisse avec l'Amérique, l'Italie et l'Autriche, la publication régulière de la mortalité des grandes localités, celles des mariages, naissances et décès

dans toute la Suisse, et enfin les travaux des bureaux cantonaux de Zurich, de Berne et de Lausanne.

Messieurs et chers Collègues! J'ai terminé mon rapport. Selon l'usage introduit dans nos Sociétés, je devrais, pour finir, traiter devant vous une question scientifique, et ne pas clore sur des détails pour ainsi dire administratifs, qui n'intéressent qu'une partie de l'assemblée. Mais ce serait empiéter sur le temps réservé aux travaux intéressants de nos amis de Neuchâtel, et je préfère me borner à dire deux mots de l'importance et de l'utilité, si souvent méconnues, de la statistique.

Qu'est-ce donc que la statistique?

Pour la Chancellerie cantonale qui reçoit les formulaires et les expédie aux préfets; pour les préfets qui les renvoient aux municipalités et pour les greffiers de municipalités qui remplissent les formulaires ou qui les transmettent à une instance inférieure encore, la statistique est une mauvaise invention bureaucratique, d'autant plus désagréable que toute cette opération se fait à chaque reprise deux fois, la seconde en sens inverse, pour le retour des formules plus ou moins bien remplies.

Pour les contribuables, la statistique n'est qu'un engin fiscal.

Pour une partie du public, c'est un art fastidieux et trompeur. On a tant et si bien abusé des allusions sur *l'art de grouper les chiffres*, que certaines personnes s'imaginent de bonne foi que la statistique a été inventée pour induire les gens en erreur.

Pour d'autres, la statistique est l'énumération en chiffres des excentricités du genre humain, et ceux qui en ont cette idée s'y adonnent avec frénésie, mais sans grands artifices, se bornant à livrer les résultats de leurs investigations à la publicité des *faits divers*, et négligeant les longs calculs de comparaison. Ils vous diront le nombre des hommes du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne dont le poids dépasse 300 livres, le nombre des tambours-majors d'une grande armée quelconque, dont la taille s'élève au-dessus de six pieds; ils connaissent au juste le nombre des vieilles filles qui ont épousé des hommes jeunes et celui des vieillards qui ont épousé des jeunes filles; ils ont compté les tuiles qui couvrent un édifice qu'ils honorent de leur prédilection, les pas que fait la sentinelle devant le corps de garde et le chemin qu'elle parcourrait si elle marchait pendant un siècle; le nombre des pièces de monnaie quelconque qu'il faudrait aligner pour faire le chemin de Paris à Pékin, le poids de ces monnaies, le volume qu'elles occupent et le nombre de plumes d'acier ou d'autres objets quelconques que l'on pourrait acheter avec ces monnaies.

C'est à la statistique excentrique qu'appartient le mémoire publié en 1875, dans notre *Journal*, sous le titre d'*Aperçu des cercles électoraux et des membres*

des autorités fédérales suisses, pendant les neuf législatures de 1848 à 1875; ce mémoire, pour le dire en passant, faillit nous mettre une mauvaise affaire sur les bras, en portant au nombre des morts un honorable ex-député, qui s'était retiré de la Chambre, mais pas de ce monde, et qui se retira, à la suite de cette publication, d'une société qui voulait qu'il fût mort avant terme.

Pour les géographes qui rédigent les manuels que l'on fait apprendre par cœur aux petits enfants, la statistique est une science infailible. C'est elle qui leur a appris au juste la population du globe, et à quelques dizaines d'âmes près celle des royaumes de Tombouctou et de Cochinchine. Nous enverrions volontiers ces géographes dans un bureau de statistique observer de près l'opération d'un recensement dans un pays civilisé et se faire une idée de la valeur absolue des chiffres dont on charge la mémoire des enfants.

Nous pourrions continuer cette énumération, mais nous préférons définir, avec Kolb, la statistique comme suit:

La statistique est la description des pays, par la constatation des conditions dans lesquelles ils sont placés, des forces naturelles ou autres dont ils disposent et de l'état social dans lequel ils se trouvent. Elle emploie de préférence les chiffres, mais sa tâche n'est nullement d'accumuler des montagnes de chiffres. Elle se sert des nombres partout où c'est possible, parce que c'est le moyen de description le plus clair et le plus net. Toutefois, les données en chiffres ont elle-mêmes besoin d'être expliquées; en outre, leur valeur réelle ne ressort que des comparaisons. De cette façon, la statistique nous représente, par voie d'appréciation et de comparaison, les côtés essentiels de la marche de l'Etat et de l'existence du peuple. Après avoir ainsi constaté d'abord les faits, puis déduit les causes qui les produisent, la statistique cherche enfin à atteindre sa tâche la plus élevée, celle qu'elle s'impose comme science, de découvrir les lois qui produisent les faits qu'elle enregistre.

L'investigation et la méthode statistiques s'appliquent, en d'autres termes, à tous les phénomènes qui sont produits tout à la fois par des causes constantes et par des causes variables et qui, pour ce motif, ne peuvent être scrutés à fond que par des observations répétées et faites en masse, c'est à dire sur la masse de ces phénomènes.

En conséquence, la statistique n'a pas à s'occuper des phénomènes qui n'ont que des causes constantes, comme, par exemple, le mouvement des corps célestes; des déductions et des résultats de ces phénomènes, comme la mesure du temps, les lois de la physique, de la chimie ou de la mécanique; des déductions et des résultats des mathématiques; des déductions et des résultats de la philosophie; des déductions des lois que l'on trouve en examinant le genre humain au point de vue psychologique,

comme, par exemple, les phénomènes économiques en tant qu'ils ne sont que le produit de l'égoïsme individuel ou collectif; et enfin de tous les phénomènes qui rentrent dans le domaine historique pur.

Par contre, la statistique embrasse l'étude de la population sous ses diverses faces, la population absolue et la population relative, la marche ascendante ou descendante du chiffre de la population; la production de la population, c'est à dire les naissances; la destruction de la population, c'est à dire les décès et leurs causes; les influences extérieures qui agissent sur la population, comme l'émigration et l'immigration; la durée moyenne de la vie et les qualités physiques de la population.

Après la population, vient la statistique de la vie économique qui comprend, par grands chapitres, les rubriques suivantes: la production; la nature comme facteur de production; le travail; le capital; la circulation des produits; le nombre, la valeur et le prix des produits; l'argent monnayé; les différentes branches de l'activité économique, tels que les mines et salines, l'agriculture, la sylviculture, l'industrie, le commerce, la domesticité, etc., et les rapports de ces différentes branches entre elles; les crises et le crédit; puis l'étude de la répartition des richesses et de la destruction des richesses; enfin l'effet réciproque de la population et de la vie économique.

Un autre grand chapitre est l'étude des conditions sociales et politiques, telles que la répartition de la population sur la surface du sol, le mariage et la famille, le peuple et l'Etat, les professions, la culture intellectuelle et religieuse.

Enfin, la statistique s'occupe aussi des phénomènes de l'ordre moral et cherche à trouver les conditions déterminantes de la vie morale.

Même sous les sèches apparences de l'énumération condensée que nous venons de faire, c'est là une vaste programme. Il suffit à lui seul pour démontrer non-seulement que la statistique est utile et importante, mais qu'elle est indispensable.

C'est une vérité que l'on comprendra toujours d'avantage si MM. les statisticiens le veulent bien. C'est à eux à rendre la statistique aimable, en supprimant les inutilités, en n'imprimant pas plus de chiffres qu'il n'en faut et en se retranchant dans leur domaine. Ils ont parfois la tendance d'empiéter sur la politique et sur l'économie nationale, de prononcer le blâme ou l'éloge, de donner des conseils et d'énoncer des théorèmes, tandis qu'ils devraient se borner à enregistrer les faits et à découvrir les causes et les lois générales. Ils rendront aussi la statistique aimable en la mettant à la porte des citoyens, en communiquant au public, qu'on met sans cesse à contribution pour obtenir les données nécessaires, les résultats de la statistique, et en s'occupant quelquefois de travaux

qui sont très secondaires au point de vue de la science mais qui sont très importants pour la population.

Je me suis permis de déposer sur le bureau, en priant la section de Neuchâtel d'en disposer à son gré, quelques exemplaires de l'annuaire de statistique qui a été créé dans le canton de Berne par mon prédécesseur, M. Kurz, et qui est aujourd'hui arrivé à sa dixième année. En le feuilletant, vous verrez une fois de plus de combien d'objets la statistique est appelée à s'occuper.

Je dépose également quelques exemplaires d'un bulletin, qui paraît aujourd'hui pour la première fois, du prix des denrées alimentaires dans 21 localités bernoises, avec quatre observations par mois et la moyenne mensuelle par localités et pour le canton. Ce bulletin est encore défectueux, parce que quelques municipalités n'ont pas envoyé régulièrement les données. Quand elles verront que nous publions ce bulletin et qu'il paraîtra chaque mois, elles s'empresseront, sans nul doute, de nous faire des communications régulières. Ce commencement de bulletin nous révèle des faits étonnants. Nous voyons, par exemple, qu'à Biemme le kilogramme de pain, mi-blanc, a coûté toute l'année 40 c., tandis qu'à St-Imier le prix variait de 34 à 38 c., et qu'en février et mars il ne coûtait que 28 c. à Porrentruy. Est-ce parce qu'il y a à St-Imier une bonne boulangerie sociale et à Porrentruy une boulangerie communale? Nous ne saurions répondre encore, mais nous le ferons plus tard quand les observations auront porté sur un laps de temps plus long.

Nous voyons les mêmes différences dans le prix de la viande: à Berne le veau se vendait sur le marché 60 c., tandis qu'à Langenthal, où se tient chaque semaine la grande foire de veaux, on le payait 70 c.

Pour le bois, c'est très-curieux: Berne le paye plus de 60 fr., tandis que, sauf à Neuveville où il arrive à 55 fr., il ne dépasse nulle part, dans les localités desservies par le chemin de fer comme ailleurs, le prix de 52 fr.

Le bulletin donnera à réfléchir et peut-être aura-t-il des résultats pratiques. Je ne l'ai apporté ici que pour montrer par un tout petit exemple que la statistique peut se faire des adhérents en se mettant au service de la vie sociale. Cela la popularisera davantage que si, ainsi que le voulait un délégué du congrès de Pesth, on l'enseignait dans les écoles, comme si, à force de farcir la tête de l'instituteur et de l'enfant de données confuses sur toutes les sciences possibles et impossibles, on n'était déjà pas suffisamment parvenu à altérer le but de l'école, qui n'est pas d'entasser des demi-notions mal digérées, mais d'ouvrir les cœurs et les intelligences.

Messieurs et chers collègues! J'ai abusé de vos moments!

Je vous remercie de votre présence, et c'est en faisant les vœux les plus sincères pour que la réunion de Neuchâtel porte de bons fruits et resserre les liens entre

les membres de la Société, que je déclare ouverte la neuvième Assemblée générale de la Société suisse de statistique.

Densité de la population en Suisse.

Par Monsieur Ayer, professeur à l'Académie de Neuchâtel.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur l'importance de la densité de la population au point de vue de l'économie sociale. S'il est une vérité démontrée par la science, c'est que le chiffre de la population dépend à la fois de la production, de la distribution et de la consommation des richesses.¹ Quand la civilisation est en voie de progrès, la population a une tendance constante à se développer; mais elle est, à chaque époque, limitée dans son accroissement par ses moyens d'existence, et elle ne peut franchir cette limite qu'en augmentant ses forces productives ou en ménageant avec plus d'art les produits fournis annuellement par ces forces. Or toutes les industries autres que l'agriculture sont établies en quelque sorte sur le terrain conquis par l'art agricole, d'où il résulte que, dans une société isolée et dans le monde, par conséquent, le nombre des individus employés aux industries autres que l'agriculture est limité par la somme des produits qu'obtient celle-ci au-delà de ce qui est nécessaire à l'entretien des cultivateurs. „Accomplissez les réformes les mieux entendues, ne reculez devant rien pour améliorer la condition des classes inférieures, adoptez les meilleures lois que l'on puisse concevoir, les plus favorables à l'accroissement de la richesse et à une équitable répartition, vous n'aurez rien fait, si la population augmente plus rapidement que la production des subsistances. L'industrie a beau multiplier les objets fabriqués, ce n'est là que l'accessoire. La chose essentielle est de savoir si chaque année l'agriculture obtient du sol assez de denrées alimentaires pour que chacun puisse avoir au moins de quoi vivre.“²

Le problème de la population est donc en rapport direct avec la puissance productive de l'homme; car la production de la richesse ne dépend pas seulement du plus ou moins de fertilité du sol, elle s'accroît encore par le progrès de la science qui permet, avec un même capital et sur un terrain d'une même surface, d'obtenir plus de produits, partant de fournir en plus grande abondance les moyens d'existence. C'est ce qui explique pourquoi le même territoire peut nourrir une population plus ou moins grande, selon que l'art agricole est plus ou

moins avancé; et l'on peut calculer que chez un peuple sauvage, vivant uniquement des produits de la chasse, chaque individu a besoin pour vivre de 16 kilomètres carrés de terrain en moyenne; espace suffisant pour alimenter 40 individus, si le peuple se fait pasteur, et 1600, s'il devient agriculteur.

Ce dernier chiffre est même bien au-dessous de la réalité actuelle, puisque certaines contrées de l'ancien monde nourrissent deux, trois, quatre et même cinq fois autant de population. „Près des trois quarts du genre humain, soit 946 millions d'hommes, vivent en Europe, dans l'Inde et la Chine, c'est-à-dire sur un espace qui ne forme pas la septième partie de la surface des terres-fermes. Les six autres septièmes ne sont habités que par 445 millions d'hommes, ce qui fait 4 hommes par kilomètre carré. En supposant même que la moitié de cette immense étendue de terres, y compris les déserts et les steppes arides, ainsi que les contrées polaires de l'Asie et de l'Amérique, ne puisse pas recevoir une population plus dense, il resterait encore plus de 50 millions de kilomètres carrés qui pourraient nourrir un bien plus grand nombre d'hommes qu'aujourd'hui; et si l'on ne prend que la densité moyenne de l'Europe, soit 30,5 habitants par k. c., l'augmentation ne serait pas moins de 1470 millions, ce qui donnerait à notre globe au moins le double de sa population actuelle.“¹

Les diverses parties de notre globe sont donc très-inégalement peuplées. Il serait intéressant d'analyser toutes les causes physiques et sociales de cette inégalité; mais cette étude nous mènerait trop loin. Bornons-nous à constater que, parmi ces causes, il en est, comme les différences de latitude et d'altitude, qui agissent sur la densité de la population de manière à empêcher toute comparaison sérieuse. Comment, en effet, mettre sur la même ligne la Sicile si fertile, où croît encore la canne à sucre, et la froide Islande, qui ne produit guère que de l'orge, des pommes de terre et des lichens; la Hollande, dont la surface plate et unie est si basse qu'elle est même au-dessous du niveau de la mer sur la plus grande partie des côtes, et la Suisse montagnaise, au sol en partie im-

¹ V. Courcelle-Seneuil, *Traité d'économie polit.*, I. 154 et s.

² E. de Laveleye, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} sept. 1876.

¹ Behm et Wagner, *die Bevölkerung der Erde*, 1874, p. 95.